



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations
Unies et des autres organisations internationales à Genève

CH-1211 Genève 20, Mission suisse ONUG, RUA

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits
de l'homme
Mme Magdalena Sepulveda
Experte indépendante sur la question des droits
de l'homme et l'extrême pauvreté
Palais des Nations
Av. de la Paix 8-14
1211 Genève 10

OHCHR REGISTRY

- 3 DEC. 2008

Recipients :... *SPD*
.....
.....
.....

Référence : 263.11- RUA/FON
Genève, 1 décembre 2008

Questionnaire de Mme Sepulveda sur la question des droits de l'homme et l'extrême pauvreté


Madame,

Nous nous référons à la note du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, du 3 octobre 2008, invitant les Etats membres des Nations Unies à Genève à fournir des réponses au questionnaire mentionné en titre.

Dans le délai imparti, veuillez trouver ci-joint la contribution du Gouvernement suisse.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions de croire, Madame, à l'assurance de notre considération distinguée.

Le Représentant permanent de la Suisse p.o.
Division multilatérale


Alexandra Ruppen
Troisième Secrétaire

Mission permanente de la suisse auprès de l'Office des Nations
Unies et des autres organisations internationales à Genève
Alexandra Ruppen
Rue de Varembe 9-11, case postale 194, 1211 Genève 20
Tél. 022 749 24 74, Fax 022 749 24 38
Alexandra.ruppen@eda.admin.ch
www.dfae.admin.ch/geneve



28 novembre 2008

Remarques de la Suisse concernant le projet de principes directeurs

« Extrême pauvreté et droits de l'homme : les droits des pauvres »

La Suisse tient à remercier le Haut-Commissariat pour cette nouvelle opportunité de faire parvenir des remarques. D'une façon générale, les commentaires de la Suisse ne diffèrent que peu de ceux émis lors de la dernière consultation, avec cependant quelques précisions supplémentaires.

La Suisse souhaite préalablement rappeler que chaque Etat doit respecter ses obligations de droits de l'homme à l'égard de toutes les personnes se trouvant sous sa juridiction, ce qui inclut incontestablement les personnes affectées par l'extrême pauvreté, sans que celles-ci bénéficient pour autant de droits spécifiques. Malgré cela, nous sommes pleinement conscient que ces personnes sont une catégorie particulièrement vulnérable et qu'à cette fin, ils doivent bénéficier d'une protection adéquate et axée sur leurs besoins spécifiques. C'est la raison pour laquelle nous estimons que les principes directeurs pourraient constituer un instrument utile en la matière.

La Suisse considère que les « principes directeurs », en tant qu'instruments juridiquement non-contraignants devraient permettre de clarifier certaines questions spécifiques. En outre ils devraient aider les Etats à mieux respecter leurs engagements et à trouver des solutions à cette problématique. Pour cette raison, la Suisse estime que le projet des principes directeurs « les droits de l'homme et l'extrême pauvreté » devrait être reformulé dans un sens plus conforme à l'état actuel du droit international et des droits de l'homme mais également rédigé dans un langage qui guide et aide les Etats. En effet, il ne nous semble pas opportun, dans ce cadre, d'utiliser des formulations et expressions laissant penser que ces principes créent des obligations pour les Etats, des droits pour les personnes et statuent de surcroît sur le caractère illicite de certains comportements ou actions. De plus la classification entre atteinte à un droit, discrimination, violation d'un droit, crime ou délit semble parfois aléatoire.

Du point de vue de la forme, la Suisse souhaiterait donc que ces principes directeurs soient revus en fonction du langage des instruments internationaux de protection des droits de l'homme, des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme ou encore à la lumière des Observations générales faites par les organes des traités. A titre d'exemple, nous pouvons en outre mentionner que, dans le cadre de l'ONU, on ne parle pas de "drinkable water" mais de "safe and drinking water", ni de "dignified housing" mais de "adequate housing".

Pour ces différentes raisons, la Suisse est d'avis que le séminaire prévu en début d'année prochaine devrait avoir pour objectif principal de retravailler ce projet de principes directeurs, tant sur la forme que sur le fond, pour le rendre conforme à l'état du droit et en faire un véritable outil en mesure de guider les Etats dans leurs efforts pour rendre effectif la jouissance des droits de l'Homme pour tous.

Autres remarques

Préambule

Les Conventions et instruments de l'OIT pourraient être mentionnés.

Article 2

Reprendre le langage figurant notamment dans la A/RES/59/186: « constituent une atteinte à la dignité des personnes ».

Article 3

Le langage utilisé n'est pas approprié pour des principes directeurs. En effet, le langage semble indiquer que le présent document crée des obligations pour les Etat, ce qui n'est pas le cas.

Article 5

Il conviendrait de définir plus précisément quels sont les organes de la société visés. Cela inclut-il les entités privées par exemple ? Sur quelle base ont-ils une obligation d'agir ?
L'examen périodique universel mériterait également d'être mentionné ici.

Section 1, chapitre A : Participation des pauvres

Ce chapitre devrait être plus systématique et précis sur les responsabilités des différents acteurs. Il conviendrait en particulier de préciser clairement la responsabilité première des Etats dans l'élaboration des politiques et des programmes de lutte contre la pauvreté.

A la fin du document (section 3) il est beaucoup fait mention de développement et d'humanitaire, mais la partie sur la participation (section 1) ne mentionne que le développement et la participation aux programmes d'éradication de la pauvreté. La participation des personnes les plus pauvres devrait aussi être renforcée dans les programmes humanitaires, afin qu'elles n'en soient pas que des bénéficiaires passifs.

Section 1, chapitre B : Discrimination et stigmatisation

Si la discrimination des personnes les plus pauvres porte atteinte aux droits de l'homme, elle constitue également une des causes majeures de l'extrême pauvreté.

Il conviendrait de reprendre les obligations standards figurant dans les deux Pactes, également en fonction des précisions apportées par les Observations générales y relatives.

Section 2, chapitres D, E, F, G, H et I

La Suisse aimerait souligner que le langage employé devrait être celui qui figure dans les Pactes et/ou les Observations générales. Les Etats ont l'obligation de respecter les droits de chacun. La prise en compte des besoins spécifiques des personnes affectées par la pauvreté ne doit pas conduire à l'établissement de standards différents. La mise en œuvre de ces droits, quant à elle, nécessite certes une prise en compte des besoins spécifiques des pauvres.

Le droit à l'alimentation et le droit au logement sont inscrits à l'art. 11 du Pacte 1, le droit à la santé de l'art. 12, tandis que le droit à l'eau est dérivé de ces deux articles. Le droit à l'éducation se trouve quant à lui à l'art.13.

Concernant le **droit à l'eau**, un approfondissement de la problématique générale et de ce qu'impliquerait la fourniture d'eau gratuitement est nécessaire. En effet, il est généralement admis que l'eau doit être économiquement abordable, mais pas nécessairement gratuite.

La question de l'assainissement devrait ici également être prise en compte.

Concernant **l'éducation et la culture**, il est nécessaire de rappeler dans ce chapitre que les plus pauvres n'ont pas seulement le droit d'accéder à la culture, mais également à une protection de leur culture et de leur identité. Il pourrait être mentionné la protection de la protection intellectuelle pour protéger le savoir-faire et les connaissances traditionnelles des personnes indigènes vivant dans la pauvreté.

Section 2, chapitre K : Droit à la justice

Il conviendrait de reprendre le langage habituel de « droit à un procès équitable » et de « droit à un recours effectif ».

La formulation de la 1^{ère} phrase de l'art. 39 laisse à penser que l'accès à la justice est lié à la citoyenneté.

Section 3, chapitre L : Obligations des Etats et coopération internationale

Il nous semble important d'insister sur le fait que le premier débiteur d'obligations est l'Etat et qu'ensuite seulement vient la coopération internationale. Le chapitre tel que formulé laisse presque à penser qu'il existe des obligations exclusives de la coopération internationale.